



CENTRE EUROPÉEN DE LA CULTURE



“Trente années de la Grèce dans l’Union européenne : Bilan et perspectives”

Table ronde du

24 mai 2011

Intervention du Professeur Dusan Sidjanski

Je voudrais vous dire d’abord que je situe la Grèce dans l’historique de l’intégration européenne et rappelle que l’Europe a vécu des dizaines de crises – on peut dire que celle-ci est peut-être l’une des plus graves – et à chaque crise, il y avait des doutes quant à la poursuite de l’intégration et pourtant ces obstacles ont été, comme vous le savez, vaincus. La CED : crise d’autant plus grave car à l’époque il n’y avait pas de cadre ni de structure. Aujourd’hui, nous avons une intense interdépendance, un développement intense du marché unique, toute une série d’interpénétrations – qu’il s’agisse d’acteurs politiques, d’acteurs économiques et de collaborations – alors qu’à l’époque (1952-1954), c’était le début de l’intégration. La crise a éclaté suite à un débat public à propos de l’armée européenne que Raymond Aron a qualifié de la plus grande querelle idéologique en France après l’affaire Dreyfus. L’échec de la CED a entraîné l’abandon du projet d’une Communauté politique européenne qui prévoyait la

création d'une structure de type fédératif. Il me reste à rappeler le non de de Gaulle à l'adhésion du Royaume-Uni au début de 1963 ainsi que la crise de la « chaise vide » qu'il a suscitée refusant le passage à la majorité qualifiée qu'il considère comme un danger pour la politique agricole. Toutes sortes de crises qui se succèdent sur le plan économique, qui ne sont pas aussi graves que celle que nous vivons aujourd'hui. La première proposition pour la monnaie unique date des rapports Barre (1969) et Weber (1970) qui ont précédé l'adoption de la monnaie unique. Une des plus graves crises était certainement celle face au conflit en Yougoslavie, car cette crise avait effectivement mis front contre front la France et l'Allemagne. Ce sont les deux membres du « couple dynamique » qui étaient en conflit et sur le point de divorcer. Malgré cette querelle de famille, ils ont donné la préférence à la continuité de l'intégration européenne. Il y a donc une certaine volonté de maintenir cette intégration et je crois qu'elle est encore perceptible aujourd'hui.

Évidemment, les interventions précédentes ont souligné que l'adhésion a été un grand choc. Mais je peux vous assurer une chose : la Grèce de 1954 et la Grèce d'aujourd'hui sont deux Grèce totalement différentes. Le développement a été exceptionnel grâce à la contribution de l'Union européenne. Ainsi les préparatifs des Jeux Olympiques de 2004 ont permis de grandes réalisations : les constructions, les infrastructures, une série d'oeuvres qui sont des acquis pour l'économie grecque.

Certes, nous le savons, il y a eu des résistances à la concurrence qu'impliquait l'adhésion. Des gens qui se sont sentis perdants en raison de l'intégration européenne et qui ont résisté. La volonté de résister à l'ouverture de l'économie grecque ainsi qu'à l'invasion des immigrés, etc. La menace aussi sur de vieilles habitudes de fraudes fiscales. Je les ai vécues dans les années 50 et je puis en témoigner. Elles ont été redécouvertes récemment par le gouvernement Papandréou dans toute leur dimension et répercutées au plan européen. Le niveau de la

corruption est bien connu, mais les différents pays européens ne sont pas tout à fait exempts eux-mêmes de ces maux : le clientélisme politique, le poids des groupes d'intérêt ne constituent pas un particularisme de la Grèce. Mais comparaison faite, le constat de la Grèce s'impose : comparée maintenant à l'environnement et au développement dans les Balkans, la Grèce a fait un saut immense et a plusieurs longueurs d'avance. Dans les Balkans, elle se présente comme une puissance politique et économique. Elle a une influence considérable et est un investisseur de premier plan dans la plupart des pays issus de l'ex-Yougoslavie, qu'il s'agisse de la Croatie, de la Serbie, et même dans le FYROM auquel l'oppose l'utilisation du nom de la Macédoine. Le débat à propos des langues comme au sujet du titre fait partie du panorama et des querelles dans les Balkans. Les nouveaux États mettent l'accent sur ce qui les différencient et proclament langue officielle le serbe, le croate, le bosniaque, le monténégrin qui, dans le passé, constituaient une seule langue, le serbo-croate.

La première alarme que j'ai constatée était celle à propos des fonds pour le développement régional. À un moment donné, on a constaté qu'il y avait certains fonds qui avaient pris des voies qui ne correspondaient pas tout à fait aux projets auxquels ils ont été destinés. A cette époque, Eneko Landaburu, alors Directeur général des politiques régionales dans l'Union européenne, était sur le point de proposer que l'on suspende les fonds à la Grèce. C'était un moment très délicat. A la suite d'une enquête, des avertissements ont été adressés au gouvernement grec. Dès lors, les contrôles sur l'utilisation des fonds régionaux ont été renforcés.

Je voudrais vous dire en quelques mots comment je vois la crise en Grèce. Tout d'abord, il ne faut pas oublier qu'elle n'est pas isolée, qu'elle se situe dans un ensemble. Cet ensemble, ce ne sont pas seulement les pays du Sud, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie auxquels se joint l'Irlande, qui sont touchés par la crise, comme on a l'habitude de le dire. La Belgique

n'est pas dans une situation favorable, le Royaume-Uni non plus. Il faudrait comparer réellement et se rendre compte que la crise frappe la plupart des pays d'Europe, à l'exception de l'Allemagne et des Nordiques qui s'en sortent mieux. Mais n'oublions pas qu'il y a dix ans, l'Allemagne elle-même était en crise. Si vous regardez les pronostics de l'époque, on se demandait « Mais comment va-t-elle s'en sortir ? ». Or aujourd'hui, elle est au premier plan en tant que la plus grande économie européenne.

Quand le gouvernement de Papandreou arrive au pouvoir, il constate avec surprise que la dette est beaucoup plus grande que celle annoncée, que le déficit est beaucoup plus marqué que celui proclamé. Que faisait la Commission européenne ? Que faisait la Banque centrale européenne ? Comment se fait-il que l'Office des statistiques de l'Union européenne n'a pas vu que les statistiques étaient faussées avec la collaboration de certaines banques dont notamment Goldman Sachs. Mais tout ceci, nous l'avons appris d'un coup qui nous a projetés dans une situation de choc.

Comment ont réagi les États de l'Union européenne, et en particulier ceux de la zone euro, dont la Grèce est considérée comme le talon d'Achilles ? La réaction fut extrêmement lente, en décalage avec la rapidité des mouvements des marchés financiers. Trois mois de discussions – faut-il apporter des garanties pour que les taux d'intérêts soient moins élevés, faut-il entreprendre telle démarche ou telle autre ? Au fur et à mesure des discussions, le coût du sauvetage de la Grèce augmentait ! Madame Merkel était prise entre les contraintes de la politique intérieure, ses médias qui n'ont eu de cesse d'attaquer la Grèce d'une part, et d'autre part sa volonté de préserver le système de l'euro qui était très bénéfique pour l'économie allemande, il ne faut pas l'oublier. L'Allemagne est le premier exportateur parmi les membres de l'Union européenne. Plus de 60% de ses exportations sont destinés au marché unique et à la zone euro. Cette concentration de ses exportations est aussi une garantie de stabilité et de

sécurité pour son commerce au sein du marché unique. Ces hésitations qui se sont poursuivies pendant trois mois représentent un coût matériel considérable, mais aussi un coût psychologique du fait de la guerre des médias allemands et grecs. Les attaques des médias allemands n'ont pas manqué de provoquer des réponses directes de la part du Vice-Premier Ministre Pangalos. Les réticences de la Chancelière et cette bataille médiatique ont porté préjudice non seulement à la stabilité de l'euro et à son avenir, mais également à la solidarité européenne. L'Union européenne et la zone euro n'ont pas été capables d'affirmer leur solidarité et d'apporter des garanties pour stopper les spéculateurs et rassurer les marchés et les citoyens européens. Au contraire, avançant à pas hésitants et en désordre, l'Union européenne prêtait flanc aux attaques des spéculateurs qui portaient sur les cibles pays après pays. Dès lors, nos prévisions de contagion se sont avérées exactes au grand dam de la zone euro et de l'Union européenne. L'Irlande, le Tigre, s'est effondré. Le Portugal a fini par demander l'aide et la garantie pour sa dette et sa survie. Et nous sommes en train de vivre des moments difficiles à la fois en Espagne, vu le chômage à 20% et, d'autre part, l'Italie se profile comme la prochaine cible. L'effet domino tant redouté est en marche. Rien ne l'arrêtera à moins qu'un jour les membres de la zone euro ne se décident à prendre, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, une *mesure globale de solidarité*. Il y a eu des propositions qui étaient celles des bonds, des « eurobonds », des obligations européennes par exemple. On allait avoir des emprunts très élevés de l'ensemble de l'Union, de la zone euro, et investir dans des infrastructures, dans l'éducation, dans la recherche. Donc des éléments très positifs qui étaient prévus et toujours la même opposition du côté de Madame Merkel, malgré une volonté de plusieurs pays, notamment certains Grands, qui étaient prêts à s'engager dans ce sens-là. Donc nous avons eu des possibilités. La coïncidence est mauvaise à ce moment-là, car le Traité de Lisbonne entre en vigueur et il y a le rodage de ce Traité. Comme il coïncide avec la crise, plusieurs États, et en particulier certains Grands, essayent de s'affirmer davantage, de reprendre les rênes du pouvoir au sein de l'Union et on voit une

dérive intergouvernementale qui s'annonce et qui menace la construction européenne dans ce qu'elle a de plus original. Dans le processus intergouvernemental classique, qui domine ? Ce sont les Grands, c'est évident. Et c'est ce qui se produit à ce moment en pleine crise.

La création d'un groupe de réflexion sur la finance et les problèmes de la crise, présidé par le Président du Conseil européen, confirme cette dérive. En raison de sa fonction, le Président Van Rompuy a été amené à privilégier les Grands, les plus influents. Il y a eu des réactions et des tensions. Entre temps, je constate que la Commission, qui est la seule institution communautaire avec le Parlement européen et bien évidemment la Cour de Justice, à poursuivre l'objectif de l'intérêt général et de l'équilibre institutionnel dans l'Union européenne, s'impose par sa compétence et sa capacité. Pas suffisamment à mon avis. En effet, au cours du dernier Conseil européen, il n'y a pas une proposition, une initiative qui n'engage la Commission : Le Conseil européen charge ou invite la Commission européenne à présenter des propositions ou des bilans. Entre temps, elle a eu le courage de travailler discrètement et sans relâche à l'élaboration de la régulation des marchés. Il y a toute une série de directives qui ont été prises, qui entrent ou entreront en vigueur et qui visent à régulariser l'ensemble des marchés financiers et, par conséquent, à contribuer aussi au G20. Il ne faut pas oublier que le tout se trouve enfermé dans un cadre beaucoup plus grand. Seule une position commune de l'Union européenne sur les mesures à adopter pour garder la maîtrise des marchés au plan européen, comme dans le cadre du G20, peut lui garantir le leadership qu'exige la sortie de la crise. L'interdépendance globale en matière des finances et des échanges commerciaux appelle une riposte du G20 à ce niveau.

Je constate que, contrairement à l'idée d'une intégration irréversible propulsée par le *spill over*, par un engrenage dynamique qui devait aboutir en provoquant l'addition des secteurs les uns après les autres à une Europe politique, l'Union européenne est plus fragile. Il faut la

cultiver et on ne peut pas simplement dire « elle se fera toute seule automatiquement », comme le prévoyait le fonctionnalisme et la stratégie de Jean Monnet.

Nous sommes confrontés à un deuxième problème, celui d'une insistance extrême sur l'austérité. Je veux bien qu'il y ait besoin d'austérité. Je veux bien que ce soit indispensable pour la Grèce et pour d'autres pays de serrer les vis notamment au niveau des dépenses, des gouvernements, etc. Mais sachons une chose, l'austérité diminue la capacité de percevoir des impôts et elle risque de freiner la croissance et le développement. Il faut que, parallèlement à des mesures d'austérité, on prévoie des projets qui poussent les individus et les groupes à s'investir dans des œuvres positives de production et des services.

Cependant, en Grèce, le hasard a fait que le Ministre du développement Michalis Chryssochoides m'a invité à une réunion convoquée par le gouverneur de la Banque centrale de Grèce et le Ministère de développement. La réunion a eu lieu en présence des sept banques les plus importantes de Grèce, le Ministre et le Gouverneur de la Banque centrale. En conclusion, le Ministre et son Conseiller détaché par la Commission (un Grec fonctionnaire européen depuis 25 ans), ont proposé un plan de soutien pour les petites et moyennes entreprises (PME) avec le système suivant : la Commission apporte un Euro, les banques apportent en contrepartie deux Euros. Et avec les trois Euros disponibles, les banques investissent dans les projets soumis par les petites et moyennes entreprises. Il est prévu d'investir dans les entreprises qui se lancent dans l'innovation et dans l'aventure créative. Par ces initiatives, le Gouvernement et la Banque centrale cherchent, en collaboration avec les sept grandes banques grecques, à recréer une ambiance plus positive. Car, la Grèce étant en dépression, les mesures d'austérité pèsent lourdement sur le peuple. D'où la difficulté à entreprendre et le besoin des encouragements, du sentiment de solidarité dans l'effort de relance économique.

J'en viens à ma conclusion. Je suis d'accord avec les conclusions du Vice-Premier Ministre Pangalos et du Professeur Loukas Tsoukalis. Mais je voudrais insister aussi sur l'éducation. C'est un élément important pour l'avenir de la Grèce et de l'Europe. On ne peut pas changer tout d'un coup. Même les grandes révolutions en Union soviétique ou ailleurs n'ont pas réussi à changer l'homme. Ce qui permet de faire évoluer une société, ce n'est pas la contrainte mais c'est l'éducation. Et par chance, la Grèce est en train de réformer les écoles du primaire au secondaire, d'introduire des nouvelles méthodes et une vision à plus long terme. C'est un bon départ. Si c'était à recommencer, je commencerais par l'éducation !

Plusieurs projets européens s'inscrivent dans cette vision : la dissémination de La Main à la pâte, méthode mise au point et diffusée par Leon Lederman et Georges Charpak, éminents physiciens, Lauréats du Prix Nobel. Cette nouvelle démarche consiste à introduire les enfants dès leur tendre âge à la science et à la logique scientifique en utilisant une méthode à la fois expérimentale et ludique. Avec le soutien du Président Barroso et de la Commission, le projet *Pollen* a été relayé par le programme *Fibonacci*. De la sorte, L'Union européenne construit la base d'une société de la connaissance.

En Europe et dans l'Union européenne, des initiatives visent à susciter des projets dont le but est d'aboutir à une « histoire européenne » qui servirait de cadre pour les histoires nationales. C'est l'histoire commune marquée par la culture et le destin communs qui contribuera à modifier progressivement la mentalité en faisant appel aux valeurs fondatrices tout en redynamisant notre société. J'aperçois un Monsieur qui est sceptique. Et bien moi je ne le suis pas et continue à me battre pour nos valeurs qui sont le fondement de l'Union et de son avenir fédératif.

